



2026 - 25

## ARRETE MUNICIPAL

### Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de Terres-de-Caux

**NOUS**, Maire de Saint Pierre Lavis, commune déléguée de Terres-de-Caux,

**VU** le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,

**VU** le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** l'article 610-5 du code pénal,

**CONSIDERANT** la réfection des **trottoirs et de la voirie** terminée sis route de la Chaussée à Saint Pierre Lavis - 76640 TERRES-DE-CAUX et le **souhait de la commune de Terres-de-Caux d'inaugurer ces travaux, le lundi 2 février 2026,**

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

#### ARRETONS

**ARTICLE 1 :** Le **lundi 2 février 2026 de 11h00 à 11h30**, une inauguration aura lieu route de la Chaussée à Saint Pierre Lavis – 76640 TERRES-DE-CAUX.

**ARTICLE 2 :** Le **stationnement sera réservé route de la Chaussée, de l'allée des haies jusqu'au n° 1194, côté pair (en direction de Cliponville, côté droit) de 10h30 à 11h45.**

**ARTICLE 3 :** Le **dispositif sera matérialisé par des panneaux de signalisation routière mis en place par les services techniques de la commune de Terres-de-Caux. Une régulation de la circulation, route de la Chaussée, sera faite par la police municipale intercommunale.**

**ARTICLE 4 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 6 :** Madame Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 29 janvier 2026.

**Joëlle LAVENU**

**Maire de Saint Pierre Lavis**

*7, avec Fauville au cœur*

Auzouville-Auberbosc  
Bennetot  
Bermonville  
Fauville-en-Caux  
Ricarville  
St-Pierre-Lavis  
Ste-Marguerite-sur-Fauville

